

Pouvoir d'emprunt

J'ai demandé au président du Conseil du Trésor (M. Stevens) quelles réductions le gouvernement prévoyait faire. Il m'a répondu que contrairement à ce que prétendait la rumeur publique, les réductions n'atteindraient pas 1,5 milliard de dollars. Cela, je le savais, et n'avais pas besoin qu'il me le dise. Ce que j'aurais dû lui demander c'est si elles seraient de 1,4, de 1,3 ou de 1,2 milliard. Je soupçonne que les coupes seront considérables mais comme elles ne se chiffreront pas à 1,5 milliard le gouvernement passera pour un généreux bienfaiteur aux yeux des Canadiens.

On discute au Parlement de hausses du prix du pétrole. Toutes sortes de rumeurs circulent. Ces hausses pourraient se traduire par d'importants transferts d'argent au secteur privé ou à une ou deux provinces, une fois de plus au détriment de l'unité du pays.

L'attitude du gouvernement actuel suscite un important débat dans notre pays. Comme le faisait remarquer Richard Simeon, directeur du groupe d'étude chargé des affaires intergouvernementales à l'Université Queens de Kingston, il y a deux groupes en présence ici, l'un voué à la défense des intérêts des provinces, représenté par le parti d'en face, et l'autre voué à la défense des intérêts du gouvernement fédéral, mon parti. Ces deux tendances s'affrontaient déjà avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel. Toutefois, ce premier projet de loi dont le ministre des Finances nous propose l'adoption n'a rien à voir avec ces importantes questions. Il ne vise qu'à obtenir un pouvoir d'emprunt.

Tout ce que ce parti, qui se targue de croire en notre Parlement et de l'aimer, a à nous offrir, par l'entremise des ministres, c'est un projet de loi demandant un pouvoir d'emprunt dont nous n'avons pas vraiment besoin avant quelques mois. Pourquoi le gouvernement ne nous présente-t-il pas un budget pour que nous sachions où nous allons? Peut-être le gouvernement ne le sait-il pas lui-même. Il se contente d'essayer quelque chose, et si cela ne fonctionne pas, il essaie autre chose. Peut-être veut-il écouter les néo-démocrates, et les libéraux leur diront quoi faire. Cela serait peut-être une bonne chose.

Je voudrais examiner plus sérieusement la situation économique mondiale. Je me demande dans quelle voie et dans quel but nous devrions nous orienter avant de nous engager dans des projets de grande envergure. J'ai souligné à maintes reprises trois faits durant les vingt-neuvième et trentième législatures. Tout d'abord, la plupart des pays industrialisés font face à de nouveaux problèmes d'une gravité inouïe tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Ces problèmes ne s'étaient jamais posés auparavant.

Il y a par exemple un taux global d'inflation qui dépasse 5 p. 100. Nous ne parlons pas d'une absence d'inflation, mais d'un taux d'inflation supérieur à 5 p. 100 qui existe depuis quatre ou cinq ans et durera peut-être encore dix ans. Nous avons concurrentiellement un nombre élevé de chômeurs, et ces deux phénomènes ne se rencontraient jamais simultanément jusqu'ici. Toute une série de problèmes sociaux sont reliés à ce fait.

Deuxièmement, les solutions traditionnelles, notamment la solution keynésienne, le recours à des mesures fiscales et monétaires ne sont plus valables. Nous n'avons plus la force de régler ces problèmes, peut-être parce qu'ils nous dépassent.

[M. McRae.]

● (2050)

Je songe au dégrèvement fiscal de deux milliards de dollars que les conservateurs ont promis durant la campagne électorale. Ce dégrèvement devait stimuler l'économie. Au cours des années 50 et au début des années 60—et je pense que le Nouveau parti démocratique devrait également être critiqué à ce titre—nous estimions qu'une somme de deux ou trois milliards de dollars pouvait avoir des répercussions sur l'économie. Cela pouvait probablement être le cas alors que le produit national brut atteint aujourd'hui le chiffre de 250 milliards de dollars, il ne s'agit plus alors que d'une augmentation de l'ordre de 1 p. 100 aux effets stimulants plutôt limités.

Lorsque le premier ministre (M. Clark) était encore chef de l'opposition durant la campagne électorale et qu'il a parlé de ce que John Kennedy avait fait à l'époque et quand il a alors déclaré qu'il ferait de même, il se reportait à une toute autre époque et ce qui m'inquiète vraiment, c'est que je ne pense pas que le gouvernement saisisse la différence entre 1960 et 1979, 1980. Les méthodes adoptées à l'époque ne fonctionnent plus aujourd'hui car leurs répercussions sont trop faibles voire même négatives. Comment pouvons-nous avoir recours à un déficit stimulant pour juguler l'inflation d'un côté et résorber le chômage de l'autre. Cela ne marcherait pas.

Le troisième facteur qui devrait, à mon sens, nous amener à modifier complètement notre façon de voir est d'ailleurs l'une des principales causes des nombreux problèmes qui nous assaillent. La perspective de nous voir subitement confrontés à une pénurie d'énergie, ou l'urgence de considérer l'énergie comme une denrée rare, devrait retenir toute notre attention. Jusqu'au début des années 70, nous avons fonctionné avec l'idée que l'énergie était très bon marché et que nous pouvions la consommer sans réserve. Bien sûr, la situation a évolué considérablement et il nous a fallu modifier nombre de nos habitudes. Le gouvernement actuel, celui qui l'a précédé et tous les gouvernements du monde doivent reconnaître que de nouveaux problèmes ont surgi dont ils ne mesurent pas encore la portée et auxquels ils ne se sont pas encore vraiment attaqués.

J'ai étudié de près une des mesures que le gouvernement préconise pour remédier à la situation. Les députés d'en face espéraient stimuler l'économie en accroissant le déficit de deux à trois milliards de dollars à la suite de réduction d'impôt. J'estime que le gouvernement a été sage d'abandonner cette idée. Le fait d'accroître de deux milliards de dollars un déficit annuel qui s'élève déjà à 11 ou 12 milliards de dollars n'aurait guère d'autres conséquences que d'accroître le déficit annuel.

M. Baker (Nepean-Carleton): Allez dire cela à Herb Gray!

M. McRae: C'est ce que je dis toujours à tout le monde. Je l'ai répété trois ou quatre fois à la Chambre.

Les députés d'en face ont pensé que nous pourrions faire quelque chose à partir d'un programme impressionnant qu'ils ont baptisé la déduction de l'intérêt hypothécaire. Je ne veux pas m'étendre sur cela toute la soirée, mais ce qui me gêne surtout dans ce programme c'est qu'il ne donne guère de jeu au gouvernement. Celui-ci met tous ses œufs dans le même panier pour les trois prochaines années, et cela ne règle pas vraiment le problème fondamental qui nous assaille.

Qu'est-ce que le gouvernement a ensuite décidé de faire? Il a pensé pouvoir stimuler l'économie en remettant à chaque Canadien un petit bout de papier vert portant la mention «une action de Petro-Canada» et valant peut-être \$100. Le gouver-